

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT	SERVICE HOSPITALISATION ADO (EX FOYER LORMAND) 1ER + RDC
REFERENCE	E102.00109
COMMUNE	64100 BAYONNE
ADRESSE	de l'Abbe Cestac (6 rue)
DATE	18 AVRIL 2024
OBJET	visite périodique de contrôle et de réception de travaux PC 06410222B0061 / AT 06410222B0064 Modification de l'accès principal et restructuration de l'accueil/secrétariat

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, la commission de sécurité s'est réunie en application des dispositions des articles R 143-26 à 41 du code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer une visite périodique de contrôle et de réception de travaux.

1 - MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

La Présidente	Madame Sophie CASTEL
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2), rapporteur	Capitaine Fabrice LECLERC

2 - RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le propriétaire	CENTRE HOSPITALIER COTE BASQUE
Le directeur	Monsieur Frédéric ESPENEL (excusé)

3 - ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Ville de Bayonne – Direction hygiène et sécurité	Monsieur Mathieu POUYAU
Ville de Bayonne – Direction hygiène et sécurité	Monsieur Andde CHAVIN
Le chargé de sécurité, SSIAP 3	Monsieur Christophe CASTELEIN
Le technicien SIEMENS	Monsieur Damien BARTHOLINI

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

Cette visite concerne des travaux pour la modification de l'accès principal et la restructuration de l'accueil/secrétariat du foyer Lormand sis 6 rue de l'Abbé Cestac à Bayonne ainsi que l'étude du cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie dans le cadre de ces travaux.

➤ **Modification de l'accès principal et restructuration de l'accueil/secrétariat (PC 06410222B0061 / AT 06410222B0064) :**

Le programme de rénovation a pour objet la modification de 3 zones :

ZONE A

Réalisation du nouvel accueil du service infanto-juvénile à la place du bureau Médecin n° 4, salle de thérapie degroupe et d'un bureau Médecin n° 1.

Pour cela, la porte d'accès principale est transformée en simple sortie de secours.

La sortie de secours existante est modifiée et déplacée en lieu et place d'un ensemble vitré.

Cette inversion de position permet de créer le nouvel accès principal avec un salon d'attente sur la droite ; et sur la gauche un box d'accueil isolé en liaison directe avec le bureau Secrétariat.

Cette nouvelle organisation permet de créer une liaison technique pour le personnel entre le service consultation psychiatrie infanto-juvénile et le service de consultation adolescents.

Un porche est créé sur le principe du porche du service de consultation des adolescents en façade Est pour marquer l'entrée principale.

ZONE B

L'ancien accueil secrétariat et la salle d'attente 2 sont modifiés pour recevoir le déplacement du bureau Médecin n°4, de la salle de thérapie de groupe, ainsi que le bureau Médecin n°1 qui existaient en zone A. Dans la zone B, le local ménage est déplacé vers l'accès personnel.

ZONE C

Le bureau Accueil Secrétariat est modifié avec le déplacement du local archives.

Un poste standard est créé, isolé phoniquement et implanté à la place des archives pour permettre l'agrandissement du secrétariat.

Ssi

Des détecteurs sont rajoutés au niveau du projet dans tous les locaux créés.

Les détecteurs existants sont déplacés suivant le nouvel aménagement lié au projet. Des indicateurs d'action sont rajoutés au droit des parois des locaux créés.

Si besoin afin d'assurer l'audibilité parfaite de l'arme générale sélective, des DAGS sont rajoutées.

La porte coupe-feu installée lors du projet pour permettre la communication avec le service des locaux de consultations pour adolescents est asservie au SSI.

Les matériels centraux du SSI (CMSI et ECS) sont implantés au RDC dans le bureau infirmiers, non modifié par le projet. Les plans des zones de détection sont placés à proximité du matériel central.

Présentation succincte :

Le centre hospitalier de la Côte Basque a fait aménager sur une partie du bâtiment existant une unité d'hospitalisation pour adolescent et de locaux de consultations.

L'établissement est composé comme suit :

- Au sous-sol : chaufferie.

- Au rez-de-chaussée
 - aile CMPEA : bureaux de consultation,
 - huit chambres d'hospitalisation et des bureaux.
 - Une salle de réunion
- Au 1^{er} étage
 - aile CAMPS : bureaux de consultation ;
 - centre médical psychologique pour enfants et adolescents, réservé aux internes ou personnels de l'hôpital ;
 - 1 salle de bibliothèque (limitée à 19 personnes) ;
 - locaux logistiques personnel (non accessible au public).
 - 1 secrétariat
 - 1 office
 - 1 réfectoire
- Combles isolés et recoupés.

L'établissement n'est pas équipé d'une installation fixe de fluides médicaux.

Implantation :

L'accès aux engins de secours s'effectue par le chemin de Cestac, 2 façades du bâtiment sont accessibles aux engins de secours. La hauteur du plancher le plus haut est à moins de 8 mètres.

Isolement :

Le bâtiment est isolé réglementairement.

Construction et aménagement intérieur :

Murs maçonnés, charpente en bois massif et couverture en tuile. Traditionnel : portes PF 1/2 h ; cloisons CF 1/2 h.

Dégagements

Trois escaliers protégés et désenfumés de deux unités de passage sont situés aux extrémités du bâtiment permettant d'évacuer le 1^{er} étage.

Niveau	Effectif personnel		Effectif cumulé avec patients	Nbre de sorties		Nbre d'UP	
				exigibles	réelles	exigibles	réelles
R+1 CAMSP	13	27	57	2	3	1+1	6
R+1 CATTP les pouces verts	7						
R+1 HDJ ado	7						
RDC CMP ado	2	45	103	2	3	2	15
RDC Hospi ado	28						
RDC CMPEA	15						

Ventilation : V.M.C.

Désenfumage : naturel dans les escaliers et naturel dans les circulations horizontales du rez-de-chaussée asservi au SSI, pour des raisons de sûreté étant donné le public accueilli, des plaques perforées ont été apposées devant les amenées d'air.

Electricité : source centrale réseau EDF. Conforme NFC 15.100.
TGBT sans transfo de 250 kva.

Groupe électrogène en cours de PC lié au PC chaufferie biomasse. (non fonctionnel au jour de la visite périodique)

Eclairage de sécurité : blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).

Locaux à risques : au R-1, réalisation du local technique et chaufferie. (Future réception, exploitation Dalkia)

Chaudière gaz de 200 kW en R-1 zone centrale, une chaudière biomasse de 75 kW.

Chauffage centralisé, chaufferie gaz au R-1 avec l'ajout d'une chaudière biomasse.

Conduits de fumée inox en extérieur sur pignon central Ouest.

Mur stable au feu 2 heures. Plancher coupe-feu 2 heures.

Porte pare-flamme 1/2 heure munie de ferme-porte.

Les moyens de secours : SSI de catégorie A avec alarme de type 1 (Alarme générale sélective et présence de plusieurs reports), DAI, extincteurs, personnel formé, poteau incendie à moins de 200 mètres, plans et consignes d'évacuation, 2 veilleurs de nuit.

Nota : Au vu du public accueilli, plusieurs issues de secours sont maintenues fermées (déverrouillage sur processus d'alarme), toutefois, suivant les prescriptions de l'article U21, l'exploitant a mis en place une procédure connue de l'ensemble du personnel de garde afin de déverrouiller celles-ci en cas **d'alarme**.

1- EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif maximum des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé ci-après :

Patients :	8 personnes
Personnel	72 personnes
Postes consultation :	80 personnes
TOTAL :	160 personnes.

L'établissement est classé en établissement recevant du public de type U de 4^{ème} catégorie.

2- SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujetti aux dispositions fixées par

1. le Code de la construction et de l'habitation,
2. le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,
3. l'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
4. le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, plus particulièrement : l'arrêté du 23 mai 1989 et l'arrêté du 10 décembre 2004 (type U).

Historique de l'établissement :

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
1	16/08/07	avis favorable de la Sous-commission départementale, PC 64 102 07B1 098, avis Service Départemental d'Incendie et Secours N° 07-0881 en date du 16 juillet 2007	FD
2	30/03/2009	Avis favorable de la commission communale de sécurité relatif à la réception du rez-de-chaussée	FD
3	18/05/2009	Avis favorable de la commission communale de sécurité relatif	FD

		à la réception au 1 ^{er} étage	
4	29/03/2012	Avis favorable de la commission communale de sécurité – visite de contrôle périodique	FD
5	02/04/2015	Avis favorable de la commission communale de sécurité – visite de contrôle périodique	FD
6	18/04/2018	Avis favorable de la commission communale de sécurité – visite de contrôle périodique	FD
7	22/04/2021	visite de contrôle périodique - AF	FD
8	21/06/2022	Permis de construire 06410222B0043 Intégration d'une chaufferie biomasse et du silo dans la chaufferie existante au foyer Lormand	FD
9	19/07/2022	PC 06410222B0061 / AT 06410222B0064 Modification de l'accès principal et restructuration de l'accueil/secrétariat	FD
10	18/04/2024	Visite de contrôle périodique et réception PC 06410222B0061 / AT 06410222B0064 Modification de l'accès principal et restructuration de l'accueil/secrétariat - AF	FD

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. **CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES** (visite du 22 avril 2021)

- Retirer le potentiel calorifique présent dans une cage d'escalier ainsi que dans une circulation du premier étage. **Réalisée**
- Remettre en fonctionnement le bouton d'appel de demande de secours de la cabine de l'ascenseur situé au droit de l'entrée principale. **Réalisée**
- Remplacer le BAPI situé dans le local TGBT. **Réalisée**

2. **CONTROLE DES PRESCRIPTIONS EMISES LORS DE L'ETUDE DU DOSSIER PC 06410222B0061 /AT 06410222B0064 : Modification de l'accès principal et restructuration de l'accueil/secrétariat**

A. L'étude du dossier montre que :

- La société CSD a été désignée pour assurer la mission de coordination SSI et a donc établi le cahier des charges ;
- La conception des zones répond à la réglementation selon les plans renseignés figurant sur le cahier des charges ;
- L'installation sera réglementaire pour ce type d'établissement. L'équipement d'alarme sera de type 1 avec un système de sécurité incendie de catégorie A. L'ensemble sera conforme à la norme NFS 61970 ;
- Les dispositions particulières applicables au type U seront respectées ;
- Le matériel mis en place sera normalisé, fourni par une société spécialisée.

B. Les prescriptions non limitatives suivantes sont formulées :

- Faire installer cet équipement par un technicien ou une entreprise spécialisée dûment qualifiée au sens de l'article MS 58 ;
- Positionner l'équipement de contrôle et de signalisation dans un emplacement non accessible au public, surveillé en permanence, visible du personnel désigné, situé au niveau d'accès des secours et protégé par rapport à un risque d'incendie (article MS 66) ,

3. Mettre en place si nécessaire, des reports d'alarmes réglementaires de telle sorte que le personnel de surveillance désigné soit informé en toute circonstance de la zone de détection concernée en fonction de l'organisation interne de l'établissement ;
4. Faire établir par le coordinateur, un dossier d'identité du système de sécurité incendie. Il devra également élaborer un procès-verbal de réception de l'installation après réalisation des essais réglementaires ;
5. Faire procéder par l'organisme agréé, à une réception de l'équipement ; Les rapports de ces contrôles accompagnés des procès-verbaux d'essais devront être tenus à la disposition de la commission de sécurité (articles GE 9 et GN 12 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité).
6. Former le personnel de l'établissement à l'exploitation du système et à la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 61, MS 66 § 1 et MS 69) ;
7. Procéder en cours d'exploitation, aux opérations périodiques annuelles d'entretien avec une société spécialisée et triennales de contrôle avec un organisme agréé (article MS 68) ;
8. Tenir les différents documents susvisés aux points 5, 6 et 8 à disposition de la commission de sécurité lors de la visite de réception (article GE 9) ;
9. Faire procéder par la commission de sécurité compétente à la visite de réception afin qu'elle émette un avis sur les travaux réalisés. Il appartient à l'exploitant de demander au maire le passage de la commission de sécurité compétente (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation).

La construction et les aménagements devront être réalisés en tous points conformément aux dispositions des textes précités. Les mesures de sécurité proposées dans la notice jointe au dossier devront être respectées. Elles sont complétées par les prescriptions, non limitatives, suivantes

1. Réaliser les prescriptions émises au dernier contrôle de l'établissement en date du 22 avril 2021. **réalisées**

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

2. Faire procéder en cours d'exécution, par des personnes ou organismes agréés aux vérifications techniques de l'ensemble des travaux. Les rapports de ces contrôles accompagnés des procès-verbaux d'essais des matériaux et éléments de construction utilisés devront être tenus à la disposition de la commission de sécurité (articles GE 9 et GN 12 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité). **réalisée**
3. Faire procéder par la commission de sécurité compétente à la visite de réception afin qu'elle émette un avis sur les travaux réalisés et / ou sur l'ouverture de l'établissement. Il appartient à l'exploitant de demander au Maire le passage de la commission de sécurité compétente (article R 143-38 du Code de la construction et de l'habitation). **réalisée**

3. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Documents de contrôle périodique

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Désenfumage (DF 10) mécanique (débit, pression, vitesse) exutoires escaliers	8/12	EXPABA	Attestation
Chauffage (CH 58) conduit de cheminée (ramonage) Chaufferie	Annuel	DALKIA	Attestation
Gaz (GZ 30)	8/12/23	APAVE	SO
Électricité (EL 19) ERP Code du travail	2/05/23 2/05/23 2/05/23	APAVE APAVE APAVE	SO 22 levées Eiffage et Dalkia
Personne qualifiée (EL 18) (1 ^{ère} & 2 ^{ème})		M. CASTELEIN	
Eclairage de sécurité (EC 15)	Mensuel	SERVICES TECHNIQUES	
Ascenseur (AS 9) entretien annuel (arrêté interministériel du 18/11/04) visite quinquennale par bureau de contrôle (AS 9)	6/07/23 6/07/23	APAVE APAVE	Annuel
Moyens de secours (MS) poteaux d'incendie (débit à 1 bar) réserve (capacité / entretien) colonne sèche (NF S 61 750) RIA - extincteurs (MS 73) Contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI (MS 69) + Incendie contrôle triennal par bureau de contrôle (MS 73)	08/23 21/06/23 Annuel 02 au 23/03/21	EXPABA SIEMENS Responsable Sécurité APAVE	Attestation Listing DRH 3 obs levées
Registre de sécurité			Présenté et renseigné

Documents de réception

Intitulé du document	Date	Vérificateur	Observations
Attestation maître d'ouvrage solidité à froid	10/04/24	APAVE	SO
attestation bureau de contrôle mission L	10/04/24	APAVE	SO

rapport de vérifications réglementaires après travaux RVRAT	10/04/24	APAVE	SO
Procès-verbal de réception du SSI	10/04/24	CSD	SO

4. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES

- Coupure électrique : **non testé**
- Détecteurs de fumées : **dans le couloir CAMPS coté chambres au RDC face ch.3, cf .prescription n°4**
- Déclencheur manuel : **non testé**
- Alarme : **satisfaisant, audible en tout point**
- Eclairage : **satisfaisant**
- Recoupement : **conformes**
- Désenfumage : **satisfaisant**
- Accès RIA / extincteurs : **satisfaisant**
- Ferme-porte : **cf .prescription n°1**
- Issues de secours : **satisfaisant**
- Coupure force cuisine : **office**
- Plan : **présents, satisfaisant**
- Formation du personnel / consignes : **satisfaisant**
- Téléphone urbain / ligne directe : **satisfaisant**

5. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

- **Mauvais réglage de la porte au R+1 dans l'escalier encloisonné coté CAMPS**
- **Présence de potentiel calorifique dans l'escalier encloisonné coté CAMPS**
- **Mauvais état du joint intumescent de la porte PCF 07**
- **La numérotation des chambres n'est pas en corrélation avec l'adressage du SSI. (constaté lors des essais)**

V - ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Etablissement restructuré en 2009, de conception architecturale adaptée à l'activité reçue et disposant de dispositifs de sécurité en fonctionnement vérifiés de manière rigoureuse.

Le niveau de sécurité est par conséquent satisfaisant.

VI - PRESCRIPTIONS

PRESCRIPTIONS SIMPLES

1. Régler la porte au R+1 dans l'escalier encloisonné coté CAMPS
2. Retirer le potentiel calorifique dans l'escalier encloisonné coté CAMPS
3. Remplacer le joint intumescent de la porte PCF 07
4. Changer la numérotation des chambres pour être en corrélation avec l'adressage du SSI.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R 143-44 du code de la construction et de l'habitation.

Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "votre sécurité / les établissements recevant du public / fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).

L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.

Respecter les dispositions des articles L 122-3, du code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (cf. articles R 143-04 et 07 du code de la construction et de l'habitation).

VII - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un **avis FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, à l'ouverture des locaux réceptionnés assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

VIII - RAPPELS

1) PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans.

Cependant, en application du paragraphe 3 de cet article, la commission de sécurité fixe la prochaine visite de contrôle périodique **en AVRIL 2027**.

2) OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

➤ Article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

➤ Article R 143-03 du code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3) OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R 143-42 du code de la construction et de l'habitation, le Maire notifie le résultat de la visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Présidente de la commission,
Sophie CASTEL





**Direction générale adjointe en
charge des sécurités et de la
prévention**

Direction hygiène et sécurité

Tel. 05 59 46 60 48

hygiene.securite@bayonne.fr

Bayonne, le 27 MAI 2024

CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE
BASQUE
13 AVENUE DE L INTERNE JACQUES
LOEB
64109 BAYONNE CEDEX

Nos réf. 001650DEP2024

DC/FB

Affaire suivie par : Daniel CURUTCHET

Objet : procès-verbal commission communale de sécurité

A l'attention de Monsieur Frédéric ESPENEL, directeur

Arrivé le CH.Côte Basque

30 MAI 2024

Services Economiques

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le procès-verbal établi suite à la visite de la commission communale de sécurité effectuée dans votre établissement le 18 avril 2024.

Je vous serais reconnaissant de me tenir informé du suivi de la réalisation des prescriptions.

Je vous en remercie par avance.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Serge Arcouet
Conseiller municipal délégué
à l'hygiène et à la sécurité

PJ : 1

